



Sur le blog www.industrie-competitivite.com
23 avril 2014 / Chiffres clés, On en parle, Perspectives

LA ROBOTIQUE INDUSTRIELLE A LA MANŒUVRE

160 000 en Allemagne, 60 000 en Italie... Avec seulement 33 000 unités, le retard de la France en matière de robots industriels par rapport à ses voisins est considérable. Toutefois, la récente mise en place d'un plan résolument tourné vers le secteur de la robotique industrielle démontre une prise de conscience forte de la part des pouvoirs publics. Ainsi, un an après l'annonce, par Arnaud Montebourg, du plan France Robot Initiative, et plus spécifiquement du programme ROBOT Start PME devant favoriser la primo-robotisation, où en est-on ?



Au total, ce sont déjà plus de 170 candidatures Web qui ont été déposées et ce du fait de l'importante et efficace campagne de communication menée par les pouvoirs publics en collaboration avec leurs divers partenaires et professionnels du secteur, à l'image du Syndicat des machines et technologies de production (SYMOP), du Centre technique des industries mécaniques (CETIM) et de l'institut CEA List.

Lancé opérationnellement en octobre 2013, ROBOT Start PME saisit l'opportunité de la robotisation pour permettre le développement industriel de 250 PME. Cette action collective nationale prévoit précisément d'aider 250 PME à acquérir leur premier robot en leur proposant un accompagnement expert sur la construction de leur projet de primo-robotisation. Ce dispositif de soutien intègre également une subvention à hauteur de 10% du prix d'acquisition du robot. Six millions d'euros y sont consacrés, moitié pris en charge par la BPI, moitié par des acteurs privés. 6 mois après son lancement, les résultats sont concrets : plus de 80 PME sont engagées, à ce jour, dans un processus d'accompagnement et 130 intégrateurs bénéficient d'ores et déjà d'un accès à la dynamique ROBOT Start PME. Cet écosystème résolu et actif, regorge de potentialités pour notre tissu industriel.

Des premiers résultats positifs, selon Jean Tournoux, Délégué général du SYMOP, qui voit déjà plus loin : « *Les process de production sont en train d'évoluer dans notre pays et nous nous félicitons de l'engagement du Gouvernement en faveur de la robotique industrielle. Nous devons aller plus loin encore, et nous attendons beaucoup du plan « Usine du Futur » qui a été présenté par le ministère le 3 avril dernier lors du salon Industrie Paris.* »

En effet, le salon Industrie Paris a été l'occasion pour Christophe Lerouge, responsable du Service de l'industrie de la Direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services (DGCIS), et Frédéric Sanchez, Président du directoire de Fives, de dévoiler la feuille de route du plan Usine du futur. Ce plan piloté par les régions doit permettre de moderniser notre appareil productif et de concevoir puis développer les process de production de demain. Comme l'a souligné Louis Gallois^[1], alors Commissaire général à l'investissement, le 3 avril dernier, le programme Usine du futur doit rebattre les cartes industrielles dans le monde.

Comme Arnaud Montebourg l'avait annoncé en mars 2013, une centaine de millions d'euros a déjà été mobilisée en faveur de la robotique industrielle et de service. Et les choses évoluent fortement ! En témoigne le lancement par la BPI d'un prêt bonifié dans le secteur de la robotique, assorti d'une enveloppe de 300 millions d'euros. Si ces premiers chiffres sont encourageants, la France reste en retard au niveau mondial : en comparaison, la Corée du Sud a consacré 1,1 milliard au sujet depuis 2002.

Enfin, notons qu'un autre grand défi attend les technologies de production qui doivent encore, dans certains cas, briser le cliché selon lequel la modernisation de l'outil de production se ferait aux dépens de l'emploi. La sensibilisation de l'opinion apparaît donc nécessaire et même déterminante ; c'est là l'autre grand objectif auquel doivent répondre les différents acteurs engagés sur cette question!

^[1] Le 20 avril, M. Louis SCHWEITZER ancien Président Directeur Général de Renault a été nommé Commissaire Général à l'Investissement en remplacement de Louis GALLOIS, nouveau Président du Conseil de surveillance de PSA.